

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE MM. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET SHINZO ABE, PREMIER MINISTRE DU JAPON, SUR LES RELATIONS FRANCO-JAPONAISES, À TOKYO LE 7 JUIN 2013.

7 JUNE 2013 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

M.SHINZO ABE - « Jaimerais souhaiter la bienvenue au Président HOLLANDE, qui est venu au Japon en visite d'Etat. Le Président français a toujours été sensible aux relations avec le Japon. La France, c'est la patrie de la liberté et dans l'Etat moderne, le Japon est le premier pays libéral et démocratique en Asie. Aussi, il va de soi que nos deux pays doivent prendre le leadership pour que le monde soit en prospérité, en paix et en toute liberté.

Tout à l'heure, lors de notre entretien, le Président HOLLANDE et moi-même avons confirmé l'approfondissement d'un partenariat d'exception entre nos deux pays. Nous sommes convenus, à l'issue de cet entretien, d'une déclaration commune axée sur trois piliers.

Le premier pilier concerne la politique et la sécurité dans l'optique d'un monde qui repose sur des valeurs communes. Nous avons convenu la tenue des rencontres des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de nos deux pays, la création d'une enceinte de dialogue sur le contrôle des exportations.

Le second pilier concerne l'économie. Notre perspective est de susciter l'innovation et de bénéficier mutuellement des opportunités de croissance, et, de ce fait, nous promouvons la coopération entre des entreprises de différents domaines.

Le troisième pilier concerne la culture. Afin que le Japon et la France, puissances culturelles de l'Orient et l'Occident, puissent renforcer leurs influences respectives, la force de leur marque. Nous coopérons pour le rayonnement de nos deux pays en particulier pour la diffusion de nos cultures gastronomiques. En outre, j'ai mené une discussion approfondie avec le Président HOLLANDE sur la situation en Asie pacifique et cet entretien a confirmé que le Japon et la France sont des amis du Pacifique. Dorénavant, je souhaite avec le Président HOLLANDE, mettre en œuvre et cultiver la coopération entre nos deux nations sur chacun des thèmes sur lesquels nous sommes convenus aujourd'hui de travailler ensemble main dans la main, pour la réalisation d'un monde libre et ouvert fondé sur le respect de la loi. C'est tout ce que j'avais à vous dire.»

LE PRÉSIDENT : Je tiens d'abord à remercier les autorités japonaises, l'Empereur et le Premier ministre ABE pour l'accueil qui m'est réservé dans le cadre de cette visite d'Etat ainsi qu'à ma délégation. C'est le signe que l'amitié entre le Japon et la France est non seulement une relation ancienne mais un lien pour l'avenir. Nous avons voulu, à l'occasion de cette visite, créer une ambiance nouvelle, franchir une nouvelle étape supplémentaire, engager un partenariat d'exception. Nous pouvons le faire, comme l'a dit le Premier ministre ABE, dans trois domaines.

Le premier est celui de la sécurité, de la paix, de la politique et dans ces domaines-là, nous avons à faire valoir plusieurs principes. Le premier est la lutte contre la prolifération nucléaire et j'ai rappelé ici les volontés qui sont les nôtres d'empêcher tout pays d'accéder à l'arme nucléaire. Je pense particulièrement à la Corée du Nord mais aussi à l'Iran.

Il y a un deuxième principe qui nous unit tous. C'est la lutte contre le terrorisme.

Je rappelle que le Japon a été frappé comme la France d'ailleurs, par la prise d'otages en Algérie en janvier dernier. J'ai exprimé les condoléances du peuple français à l'égard du peuple japonais.

Nous avons aussi à faire en sorte que le développement puisse être porté si nous voulons lutter contre les causes d'un certain nombre de phénomènes. J'ai salué l'initiative qu'a prise le Japon pour agir en faveur du développement notamment en Afrique.

Nous avons conclu cet échange par la décision commune d'organiser régulièrement des réunions entre les ministres des Affaires étrangères, les ministres de la Défense de nos deux pays afin d'analyser les situations et de prendre autant qu'il est possible, des positions communes.

Cela vaut également pour la zone pacifique où la France est présente. Là-encore, nous pouvons avoir des coopérations notamment pour prévenir les catastrophes naturelles. Cela est le premier domaine de notre partenariat.

Le second, c'est l'économie. Le gouvernement japonais a pris un certain nombre d'orientations depuis la constitution de l'équipe de M. ABE. Il ne m'appartient pas d'en juger. C'est la décision des Japonais mais cette priorité donnée à la croissance, cette volonté de lutter contre ce qui a été appelé ici la déflation, cette exigence de faire en sorte que la compétitivité des entreprises soit recherchée et, en même temps, qu'il puisse y avoir un soutien à l'activité, c'est une bonne nouvelle pour l'Europe. Parce qu'en Europe aussi, nous avons à donner priorité à la croissance et à améliorer notre compétitivité. Nous aurons donc à travailler ensemble au-delà de ces considérations de politique économique, à faire que notre coopération soit plus intense.

Nous en avons eu de beaux résultats notamment pour le réacteur nucléaire qui a été promu par deux entreprises, française et japonaise, et qui a été reçu favorablement en Turquie.

Mais il y a d'autres illustrations, pas simplement dans le domaine énergétique, que nous pouvons promouvoir ensemble quant à la qualité de notre coopération. J'ai également souhaité - et cela a été repris par le communiqué final - que nous ayons davantage d'investissements croisés dans nos deux pays, investissements français au Japon, je suis accompagné par de nombreux chefs d'entreprise de toute taille mais également des investissements japonais en France, car nous apprécions la qualité de ces investissements, la volonté des Japonais de bien comprendre le marché sur lequel ils sont présents. Dans le domaine économique, il y a également l'accord commercial ou l'accord de partenariat entre l'Europe et le Japon. La France y est favorable, à certaines conditions, c'est-à-dire celle de la réciprocité et avec un objectif qui est de lever les barrières douanières, barrières tarifaires, barrières non tarifaires qui entravent les échanges au détriment d'ailleurs aussi bien du Japon que de la France.

Le dernier domaine de notre partenariat, le Premier ministre l'a souligné, c'est la culture, les échanges d'étudiants et nous avons pris la décision de doubler le nombre de jeunes étudiants japonais et français qui pourraient faire une part de leur parcours universitaire dans nos pays. Nous aurons l'occasion de nous revoir avec le Premier ministre ABE pour porter un certain nombre de ces principes que nous avons établis dans notre partenariat puisque au G8, au G20 nous aurons à nous exprimer et nous le ferons avec la volonté de soutenir la priorité à la croissance.

Enfin, j'ai invité M. ABE à venir en France lorsqu'il le jugera possible. Tout cela pour prolonger, poursuivre ce partenariat d'exception. Je vous remercie.

QUESTION : Une question qui s'adresse à M. ABE sur les exportations du nucléaire. L'alliance nippo-française a obtenu le droit prioritaire de négociation en matière de centrale nucléaire. De quelle manière voulez-vous coopérer ? Les deux pays ont opté pour des politiques économiques favorables à la croissance, mais vous avez aussi le problème de l'assainissement budgétaire et il y a quelques préoccupations, d'ailleurs, les cours boursiers ont réagi assez violemment à cela. Comment voulez-vous travailler davantage pour la croissance économique ?

M. SHINZO ABE : Oui en effet, nous sommes convenus sur ce point avec le Président HOLLANDE que nous voulons maintenir le cap de la croissance. Non seulement pour l'intérêt national de chaque pays, mais maintenir le cap de la croissance est tout à fait utile et fructueux pour le monde.

Le Japon et la France doivent coopérer avec tous ces moyens pour créer la croissance. Nous pensons que nous avons suffisamment de potentiel et de culture, y compris dans le domaine des technologies de pointe.

Les deux pays peuvent répondre à ces attentes pour promouvoir la croissance. Nous voulons maintenir le niveau de sécurité dans le domaine nucléaire et nous voulons de cette manière répondre au mieux aux attentes en matière de sécurité nucléaire.

Pour cela, le Japon et la France, je peux le dire, c'est le meilleur partenariat que l'on peut imaginer dans le monde. Vu les fluctuations des marchés, en tant que Premier ministre du Gouvernement, je ne suis pas censé intervenir.

L'autre jour, M. KURODA, le président de la Banque centrale du Japon a dit qu'il n'y a pas vraiment d'indicateurs inquiétants et que l'économie japonaise est en train d'emprunter le chemin pour la croissance, de manière stable et régulière.

Ce que moi je veux dire, c'est que l'économie japonaise est en train de connaître des progrès de manière régulière. En juillet et août de l'année dernière, le PIB japonais, c'était une croissance de moins de 3,5%, alors qu'au mois de mars de cette année, c'est la croissance positive de 3,5%. C'était négatif de 3,5%, c'est devenu positif avec une croissance de 3,5%. La production, l'emploi dans tous les domaines, nous

est devenu positif avec une croissance de 3,5%. La production, l'emploi dans tous les domaines, nous constatons des progrès et le Gouvernement ABE a situé comme clé de notre politique économique, le redressement de l'économie et l'assainissement budgétaire, c'est le redressement de l'économie qui va susciter l'assainissement budgétaire et cela va certainement entraîner davantage de bonnes conjonctures.

Les problèmes budgétaires japonais ne peuvent être résolus, à mon avis, que si nous sortons de la déflation.

Je suis convaincu que c'est notre seule solution et nous voulons lancer l'initiative de croissance en nous appuyant sur le secteur privé.

Alors, tout dépend de savoir si nous pouvons vraiment passer en action et je suis déterminé à vraiment passer en action. D'ailleurs, je voudrais que le Japon soit le pays où les entreprises peuvent déployer leurs activités de manière la plus libre. S'il y a une différence avec la politique de croissance jusqu'ici, c'est que cette fois-ci, ce sera réellement réalisé.

Il y aura une mise en œuvre, il y aura les actions qui seront suivies et nous voulons lancer l'une après l'autre, les mesures qui vont dans ce sens.

L'autre jour, j'ai rencontré le professeur SAX de l'Université de Colombie et M. STIGLITZ, le prix Nobel. Ils ont dit qu'ils avaient apprécié notre politique et que nous allons dans le bon sens. Le président de la Banque mondiale, M. KIM, nous a aussi apporté un soutien total. Nous voulons donc agir davantage en mettant en avant la politique que nous avons lancée en matière d'économie.

QUESTION : Comme vous l'avez rappelé, le Japon a engagé il y a quelques mois une politique de relance de la croissance, notamment basée sur une inflexion du Yen, je voulais savoir, M. le Premier ministre et M. le président de la République, dans quelles mesures ces recettes japonaises peuvent être transposées à la France et à l'Europe en crise ? Merci.

LE PRESIDENT : Je pense que la question s'adresse d'abord à moi. Vous auriez pu poser la question à M. ABE de savoir si ce que nous faisons en France peut se transposer au Japon.

Mais nous avons des situations différentes.

La France est dans la zone euro, solidaire de ses partenaires, agissant avec eux. Le Japon peut décider de sa politique monétaire, avec un certain nombre de conditions, souverainement. Les règles en matière de budget ne sont pas non plus les mêmes. A ma connaissance, il n'y a pas une Commission asiatique qui vient vérifier l'état du déficit budgétaire du Japon. Chacun doit donc, dans ce contexte, faire ce qu'il pense être la meilleure politique économique.

Et là où nous nous retrouvons, le Premier ministre ABE et moi-même, c'est pour que cette politique économique soit tournée vers la croissance. Comment ? En ayant une politique monétaire qui puisse être fonction de l'économie réelle.

En ayant également des réformes de structure qui améliorent la compétitivité. Et, enfin, en ayant une politique budgétaire qui n'aggrave pas la austérité, et, en même temps, rétablisse les comptes publics. Je souhaite que la politique du Japon réussisse. Pourquoi ? Parce que cela sera favorable à l'Europe, c'est déjà favorable à l'Europe.

Quel est le mot clé, si nous voulons faire repartir nos économies ? C'est la confiance. Si la confiance revient sur les marchés, c'est déjà le cas en Europe par rapport à la zone euro. Mais je parle de la confiance pour l'avenir, la confiance pour la croissance. Si la confiance revient, les investissements seront plus importants, la consommation également sera stimulée. Nous aurons donc des échanges plus nombreux, surtout si, parallèlement, nous ouvrons un certain nombre de négociations commerciales fondées sur la réciprocité.

Le fait qu'un pays décide, comme le Japon, de terminer avec la déflation, qui a longtemps entravé, est une bonne nouvelle pour l'Europe. Mais il convient aussi que le Japon ait de bonnes nouvelles de l'Europe, je veux lui en apporter. J'ai dit stabilité de la zone euro, baisse des taux d'intérêts, des trajectoires budgétaires qui ont été aménagées pour ne pas aggraver, dans certains pays, la récession. Et la volonté qui est la nôtre, avec l'Allemagne notamment, est de faire un plan pour l'emploi des jeunes. Ce sont ces positions que nous allons défendre également au G8 pour qu'il y ait plus de croissance et plus de confiance.

QUESTION : Une question qui s'adresse à M. HOLLANDE. Je voudrais particulièrement vous poser une question sur les zones maritimes. Comme vous le savez, autour du Japon nous avons beaucoup de

craintes en ce qui concerne une sorte d'avancée chinoise. Il y a eu, par exemple, des provocations autour des îles Senkaku de la partie chinoise. Comment la France voit-elle cette situation ? Je souhaite aussi vous poser une question sur les produits civils français qui peuvent être ensuite utilisés en matière militaire en Chine.

LE PRESIDENT : Nous sommes toujours préoccupés quand il y a une tension, où que ce soit, et avec qui que ce soit. Surtout lorsque c'est ici, dans la zone Pacifique, avec des pays amis, la Chine et le Japon. Les principes sur lesquels nous intervenons et notre diplomatie agit sont les suivants : d'abord l'apaisement, le dialogue, le respect, la compréhension et le droit international. C'est le droit international qui fonde les positions des Etats.

Nous appelons donc, chaque fois, à ce que les manifestations de force sinclinent devant les règles du droit international. Sur la livraison de matériels civils, parlons clairement à la Chine, nous veillons à ce qu'il n'y ait pas de conséquences militaires. Je veux donner ici toutes les garanties. Puisqu'il y a eu à un moment un doute sur un matériel qui avait été livré, d'ailleurs pour des montants très limités, nous faisons en sorte, pour ne pas justement accentuer telle ou telle tension, d'avoir le respect de nos règles, et donc que les matériels civils n'aient pas de conséquences militaires.

QUESTION : Vous avez affiché les convergences de vue de la France et du Japon sur les relations internationales. Concernant la Syrie, quel message pouvez-vous délivrer conjointement aujourd'hui à Bachar al-ASSAD au moment où l'utilisation de gaz chimiques est avérée en Syrie ? Et puis une question qui s'adresse peut-être plus directement à vous M. le Président, des informations font état ce matin de deux journalistes français qui auraient été enlevés en Syrie, est-ce que vous confirmez l'information, de quels éléments vous disposez aujourd'hui ?

LE PRESIDENT : M. le Premier ministre sur la Syrie ?

M. SHINZO ABE : Cet affrontement en Syrie qui ne cesse de s'aggraver est très préoccupant. Il y a également des conséquences très négatives dans des pays voisins. M. ASSAD devrait céder sa place. Et après, c'est le peuple syrien qui devrait décider de l'avenir de leur pays. Le Japon aussi veut que toutes les violences s'arrêtent le plus tôt possible en Syrie. Et nous voulons contribuer, continuer à contribuer à l'amélioration de la situation. Nous avons déjà mis en place 80 millions de dollars d'aide dans le domaine de l'aide humanitaire, et nous allons prévoir davantage. Nous voulons également soutenir les rebelles, sous l'angle de l'aide humanitaire. En effet, sur ces enjeux internationaux également, nous voulons bien consulter la France pour que nous puissions opérer ensemble.

LE PRESIDENT : Oui, je remercie le Gouvernement japonais car, ensemble, nous avons la même démarche par rapport à la Syrie. Nous avons été les premiers à apporter une aide humanitaire. Nous avons aussi été les premiers à reconnaître l'opposition comme la représentante légitime du peuple syrien. Et aujourd'hui, le Japon, la France, travaillent pour chercher une solution politique, mais nous savons bien dans quel contexte aujourd'hui cela se pose. Et j'ai moi-même fait en sorte que nous puissions faire une pression militaire à travers un accord, qui a été trouvé au niveau européen, pour lever partiellement et à certaines conditions l'embargo.

Mais vous m'interrogez sur deux compatriotes, deux journalistes, qui auraient été enlevés en Syrie alors qu'ils faisaient leur travail. La presse doit pouvoir circuler en Syrie pour donner les informations qui sont attendues dans le monde entier, sur ce qui se passe en Syrie. Le contact a été en effet perdu avec ces deux journalistes, sans qu'on en connaisse exactement encore les conditions. Je ne donnerai pas d'informations qui pourraient les mettre davantage en danger. Mais je demande que ces journalistes soient immédiatement libérés, parce qu'ils ne sont pas le représentant ou les représentants de quel qu'Etat que ce soit, ce sont des hommes qui travaillent pour que le monde puisse recevoir des informations.

Les journalistes doivent être traités comme des journalistes, et en aucune façon comme des éléments sur lesquels il pourrait peser une menace pour intervenir ou agir au détriment d'un Etat.

M. SHINZO ABE : En effet, pour terminer, je voudrais inviter le président HOLLANDE et sa délégation au déjeuner de travail avec le concours des meilleurs chefs cuisiniers, pâtisseries, sommeliers, ainsi qu'avec les meilleurs produits de nos pays, de sorte que ce déjeuner soit, comme dit auparavant, une bonne occasion pour diffuser la culture culinaire dans le monde, avec la collaboration des deux grands pays de la gastronomie que sont le Japon et la France.

LE PRESIDENT : Je remercie le Premier ministre pour cette élégance qui consiste à nous faire goûter les plats que nous n'avons pas toujours l'occasion d'apprécier en France, tellement nous avons de chefs cuisiniers qui sont au Japon. C'est le signe que la coopération, les investissements croisés sont vraiment au meilleur niveau.

M. SHINZO ABE : Je vous remercie.